



N^o 2

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

LE 20 JANVIER 1975

C
O
M
M
U
N
I
Q
U
É

RÉUNION TENUE À WASHINGTON (D.C.) SUR LE TRAFIC DES
PÉTROLIERS LE LONG DE LA CÔTE DU PACIFIQUE

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Le 17 janvier, des représentants des Etats-Unis et du Canada se sont réunis à Washington (D.C.) pour discuter des problèmes mutuels que poseront l'augmentation des expéditions de pétrole et l'intensification du raffinage de ce produit sur la côte du Pacifique. Les participants à cette réunion ont surtout cherché à trouver les moyens de veiller à ce que le transport maritime et le raffinage du pétrole dans la région du Puget Sound et du détroit de Juan de Fuca s'effectuent en tenant compte de l'environnement dans la plus large mesure possible. Les deux parties se sont dites satisfaites des progrès réalisés dans le cadre des efforts bilatéraux visant à assurer la protection de l'environnement dans cette région.

Les représentants des deux pays ont passé en revue l'état des projets concernant l'établissement de systèmes conjoints de gestion du trafic maritime dans la région du Puget Sound et du détroit de Juan de Fuca. On a annoncé qu'un système volontaire de séparation du trafic maritime entrera en vigueur à compter du 1^{er} mars; ce système a été élaboré et sera appliqué conjointement par le Canada et les Etats-Unis. Les représentants ont également discuté des projets de routes au large des côtes que les pétroliers pourraient emprunter, de l'Alaska jusqu'aux ports de la côte du Pacifique.

Lors de la réunion, les représentants des Etats-Unis ont présenté un projet de rapport sur les recherches scientifiques que les Etats-Unis font actuellement ou prévoient entreprendre dans la région du Puget Sound et du détroit de Juan de Fuca. Les représentants du Canada avaient présenté un rapport analogue lors de la dernière réunion du Comité, tenue à Ottawa. Les participants ont convenu que les experts techniques des deux gouvernements étudieraient et évalueraient le niveau de compatibilité des programmes de recherche exécutés dans les deux pays à l'heure actuelle et que le Comité ferait, au début du printemps, des recommandations aux deux gouvernements sur les priorités et sur la coordination conjointe des activités de recherche.

Les représentants se sont également penchés sur les questions relatives à la responsabilité et à la réparation dans le cas des déversements de pétrole. Les deux parties se sont engagées à fournir dans un avenir rapproché des réponses détaillées aux questions concernant la législation de chaque pays dans ce domaine. Les représentants des Etats-Unis ont fait état de l'adoption possible de nouvelles lois à cet égard.

L'étude faite par l'Etat de Washington sur la faisabilité d'installations de transfert du pétrole au large de ses côtes a fait l'objet de discussions détaillées à la réunion. Cette étude fournit plusieurs solutions de rechange possibles au trafic des pétroliers par le Puget Sound, y compris l'établissement de terminaux à Port Angeles (Wash.) sur le détroit de Juan de Fuca ou à proximité de cet endroit. Le représentant de l'Etat de Washington a également proposé certaines solutions de rechange pour pallier l'augmentation du trafic de pétroliers.

Les représentants des États-Unis se sont informés de l'état des projets canadiens visant à accroître la capacité de raffinage en Colombie-Britannique. Les représentants du Canada ont déclaré que les projets d'expansion de l'industrie du raffinage n'en sont qu'aux premiers stades. De toute façon, les nouvelles installations à l'étude seraient vraisemblablement alimentées par des pipelines; elles seraient donc compatibles avec l'effort bilatéral actuel visant à protéger le milieu marin dans la région. Les représentants des États-Unis ont également noté que le ralentissement des livraisons de gaz naturel et de pétrole brut canadien appelait un trafic de pétroliers plus important pour répondre aux besoins énergétiques régionaux aux États-Unis.

Les organismes intéressés poursuivront l'étude des aspects techniques de ces problèmes. Le Département d'État, le Département de l'Intérieur, l'Agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency), le Bureau national d'administration des affaires océaniques et atmosphériques (National Oceanic and Atmospheric Administration), le Conseil sur la qualité de l'environnement (Council on Environmental Quality), la Garde côtière, le Conseil des ressources aquatiques (Water Resources Council), le Corps d'ingénieurs (Corps of Engineers) et l'État de Washington étaient représentés du côté américain. Des représentants des ministères des Affaires extérieures, de l'Environnement, de l'Énergie, des Mines et des Ressources et des Finances, et des représentants de la province de la Colombie-Britannique assistaient également à la réunion.